Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2011)
Heft: 1907

Artikel: Malthus, le retour
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1025724

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Malthus, le retour

Jean-Daniel Delley • 9 avril 2011 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/17166

De l'aménagement déficient au danger nucléaire, le bouc émissaire de la population étrangère sert toujours

La croissance attendue de la population au cours des prochaines décennies, résultant pour l'essentiel de l'immigration, a fait sortir du bois les disciples de Malthus. Mettre en cause la libre circulation, c'est oublier que la Suisse vieillissante et en mal de reproduction ne peut se passer des immigrés. Et surtout c'est éluder les vrais problèmes: la gestion raisonnable d'un territoire exigu et l'usage ménager d'une énergie qui se fait plus chère et plus rare.

Un million d'individus supplémentaires au cours des 25 prochaines années, plus de deux millions selon le *«scénario élevé»*. C'est la dernière prévision [16] de l'Office fédéral de la statistique. Un chiffre à prendre avec des pincettes si l'on se souvient d'un certain professeur Kneschaurek qui, à la fin des années 60, annonçait une Suisse de 10 millions d'habitants pour l'an 2000. Plus près de nous, en 1996, l'état-major de prospective de l'administration fédérale envisageait [17] une population de 7,5 millions à l'horizon 2006, se stabilisant ensuite, voir même diminuant. C'est dire que les scénarios varient avec rapidité au fil des décennies et leur concrétisation reste tributaire de facteurs que nous ne maîtrisons pas, en particulier l'évolution de la conjoncture économique mondiale.

Ces chiffres suscitent des visions apocalyptiques et alimentent le soupçon d'un complot délibéré [18] : l'appât du gain, fiscal pour les autorités et commercial pour les promoteurs, expliquerait une politique visant à attirer des entreprises étrangères qui elles-mêmes drainent une main-d'oeuvre immigrée. Cet accroissement de population ne peut que péjorer les conditions de vie – promiscuité et violences, dégradation de l'environnement naturel en particulier . L'UDC, dont l'opportunisme n'est jamais pris en défaut, ne prétend-elle pas aujourd'hui que, sans l'afflux démographique provoqué par la libre circulation, on pourrait sans autre fermer la centrale nucléaire de Mühleberg.

A ces fantasmes, il faut opposer quelques faits. La dégradation de l'environnement naturel, le mitage du territoire et la pénurie de logements à loyers accessibles dans les grandes villes ont précédé l'entrée en vigueur de l'accord de libre circulation. Assumons donc la responsabilité de notre incapacité à résoudre ces problèmes, plutôt que d'en faire porter le chapeau aux étrangers! Et notre société vieillissante ne peut se passer de l'immigration dans aucun des secteurs d'activité, des emplois les plus modestes aux fonctions dirigeantes.

Cette perspective catastrophiste et stérile écartée, on peut s'interroger sur la pertinence du modèle de développement actuel. L'attractivité de la Suisse tient à son marché du travail, à sa qualité de vie, à sa stabilité politique. Faut-il encore en rajouter en offrant des avantages fiscaux à des entreprises qui n'hésitent pas à plier bagage à la première alerte ou lorsque les privilèges accordés prennent fin? En proposant une taxation forfaitaire inéquitable aux riches étrangers sans activité lucrative. En racolant des multinationales fuyant le fisc de leur pays d'origine et des organisations sportives à but non lucratif mais très lucratives et très peu imposées. En tolérant l'accaparement de propriétés foncières de grande dimension par quelques privilégiés, suisses comme étrangers, alors que le commun des mortels peine à se loger.

Plutôt que de rêver à un village suisse propret où l'on vivrait entre soi, organisons la Suisse urbaine [19] . Une Suisse qui pourrait abriter 10 millions d'habitants sans problème de promiscuité et sans dégrader plus encore l'environnement. A condition de développer les villes et de cesser de coloniser la campagne avec des grappes de villas mitoyennes. A condition de réaliser un réseau efficace de transports publics, de construire et de produire de manière à utiliser les énergies renouvelables de manière optimale. Voilà les véritables défis auxquels nous devons répondre pour édifier la Suisse de demain.